LE NUMÉRO 5 CENTIMES

L'Egalité

DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Socialiste Quotidien

SIXIEME ANNÉE — N° 306. SAMEDI 3 NOVEMBRE 1900

ABONNEMENTS	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes.	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements.	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION : ROUBAIX, 13, Rue des Champs 13, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au bureau du Journal ; ROUBAIX, 13, Rue des Champs, 13, ROUBAIX et dans toutes les agences de publicité

MINEURS, GARDE A VOUS !

Les résultats de la Conférence tenue, mercredi, à Arras, entre les délégués des ouvriers mineurs et ceux des compagnies houillères n'ont été connus que jeudi matin de l'ensemble des ouvriers.

Ils auraient été, d'après les renseignements qui nous parviennent, accueillis avec froideur dans certaines concessions, et des cris de « Vive la Grève ! » les auraient soulignés, au cours des seize réunions que les délégués des ouvriers ont faites, hier, sur les points principaux du Bassin, pour rendre compte de leur mandat.

A Lens, Basly aurait eu à lutter contre une minorité déterminée à continuer la grève ; mais, par contre, à Liévin, la grande majorité des mineurs — 2450 contre une cinquantaine, — auraient décidé la reprise du travail.

Il fallait s'attendre à ces manifestations contradictoires.

Odieusement exploités, les mineurs *devaient espérer de la conférence* d'Arras des modifications plus profondes à leur régime de misère, étant donnés les bénéfices scandaleux qu'encaissent les compagnies.

Il n'est pas douteux que la délégation ouvrière n'ait tenté l'impossible pour faire reconnaître, par la délégation patronale, la légitimité de toutes les revendications de ses commettants.

Mais pouvait-elle se retirer devant une fin de non-recevoir partielle ?

Non. Elle eût endossé, en agissant ainsi, la responsabilité de toutes les souffrances qui sont le lot fatal des travailleurs défendant leur droit par la force d'inertie.

La délégation ouvrière s'est donc attachée à tirer de la situation tout le parti possible.

Elle a réussi à faire proroger jusqu'au 31 mars 1902 et à faire augmenter de dix pour cent la prime consentie en 1898 et 1899 jusqu'au 1er avril prochain seulement.

Elle a réussi à faire allouer aux ouvriers de la surface une augmentation équivalente à celle accordée aux ouvriers du fond.

Elle a obtenu qu'il ne soit prononcé aucun renvoi pour fait de grève.

Enfin, si les Compagnies se sont refusées à supprimer les longues coupes, leurs délégués se sont engagés *à ne plus les imposer* et à tenir compte de ce travail supplémentaire désormais libre, dans le calcul du prix moyen de la journée.

Sans doute, encore une fois, les mineurs étaient fondés à exiger davantage et ils pouvaient espérer davantage; mais entre *tout* et *rien*, il y a *quelque chose* et quand les grévistes, excités encore par les abus criants qui les ont contraints à déposer le pic, examineront de sang-froid le *quelque chose* conquis sur l'égoïsme intransigeant des compagnies, ils reconnaîtront unanimement que leurs mandataires ont agi sagement en ne claquant pas les portes sur leurs talons.

Telle a été, du moins, notre impression à la lecture du procès-verbal officiel de la conférence d'Arras et de l'appel adressé aux mineurs par la délégation ouvrière.

Sur le vu de ces documents, nous avons considéré que la grève était virtuellement terminée, — et nous nous sommes félicité de cette issue, car l'expérience nous a permis de constater qu'une grève qui aboutit totalement est encore un désastre pour le prolétaire, si peu qu'elle se soit prolongée.

Nous croyons donc remplir notre devoir d'ami fidèle et dévoué des mineurs en leur recommandant de bien réfléchir avant de déchirer le contrat si difficilement arraché à leurs exploiteurs.

L'opinion publique a été avec eux jusqu'à présent, quoique les Compagnies aient fait sournoisement répandre le bruit que le prix du charbon, déjà exhorbitant, allait augmenter encore par suite de la grève.

Nous espérons qu'elle resterait encore avec eux s'ils décidaient de continuer la lutte et, pour notre part, nous ne négligerions rien pour qu'elle les appuyât jusqu'au bout.

Mais si l'opinion publique se range spontanément du côté des exploités défendant leur pain, elle ne leur garde sa sympathie qu'autant qu'elle voit, sans avoir besoin de chercher, le côté *humanitaire, économique ou social* du conflit et que ses sentiments de justice et de bonté ne sont pas heurtés par un entêtement systématique qui l'atteindrait par répercussion.

Or, des grévistes qui n'ont pas l'opinion publique pour eux sont vaincus d'avance !

Ce n'est point là un sermon, — ce sont des constatations de fait que notre devoir nous imposait, car nous estimons que le meilleur moyen de servir le prolétariat ne consiste pas à le flatter, mais à lui placer, sans artifices, la vérité sous les yeux.

Et maintenant que nous avons mis les mineurs en garde contre les redoutables misères de demain et les déceptions amères, nous les assurons, à nouveau, de tout notre dévouement.

Ils nous trouveront toujours et partout avec eux pour combattre et pour souffrir, s'il le faut.

Vivent les mineurs !

G. SIAUVE-EVAUSY.

CHRONIQUE

GUERRE A LA GUERRE !

Nos amis liront certainement avec un vif intérêt le magistral article ci-dessous, du grand penseur, de l'éminent écrivain russe, Léon Tolstoï.

Quand on tue les rois en vertu d'un jugement comme Charles Ier, Louis XVI, Maximilien du Mexique, ou dans une révolution du palais, comme Pierre III, Paul, et divers sultans, shahs, bogdikhans, en général on laisse passer la justice, on signale l'événement, l'histoire l'enregistre et les peuples l'oublient ; mais quand on tue les rois, princes, chefs d'Etat, sans jugement, sans révolution du palais, comme Henri IV, Alexandre II, l'impératrice d'Autriche, le Shah de Perse Nasr-Eddine, le président Carnot, et dernièrement le roi Humbert, le meurtre ainsi commis soulève la colère des rois, des empereurs et de leur entourage, l'indignation de toutes les âmes honnêtes, comme si les souverains eux-mêmes n'avaient jamais pris part à des assassinats, comme s'ils n'en avaient jamais profité, ni donné l'ordre.

Or, c'est tout le contraire qui a eu lieu. Les meilleures d'entre les victimes couronnées, comme Alexandre II, Humbert furent coupables et complices du meurtre de milliers d'hommes qui ont péri sur les champs de bataille ; et quant aux rois ou empereurs moins bons, c'est par centaines de mille, même *par millions, que se comptent les victimes des guerres dont ils furent les auteurs.*

La doctrine chrétienne a abrogé la loi : œil pour œil, dent pour dent. Et cependant ces souverains qui ont toujours maintenu cette loi en vigueur et n'ont cessé de la faire sévir dans des proportions terribles en laissant subsister les supplices infligés aux condamnés et en renouvelant les guerres, non seulement rendent œil pour œil, mais ordonnent froidement le massacre de milliers de soldats en les envoyant au combat, c'est-à-dire à la mort.

Les rois et les empereurs, s'ils étaient logiques, devraient plutôt s'étonner de la rareté de ces crimes après l'exemple continuel qu'ils en donnent eux-mêmes.

Car n'oublions pas que les hommes se laissent hypnotiser facilement. S'ils voient ce qui se passe chaque jour sous leurs yeux, ils n'en comprennent pas la signification. Ils voient la sollicitude des rois, des empereurs, des présidents de république pour l'armée ; ils voient les revues, parades, manœuvres, dont les chefs d'Etat s'enorgueillissent réciproquement, et avec empressement ils courent à ces démonstrations militaires, impatients de constater comment leurs frères, vêtus d'habits voyants, chamarrés de clinquant, se transforment en automates marquant le pas au son des clairons et tambours, faisant tous, au commandement d'un officier ou d'un sergent, le même geste, le même mouvement, et ils ne saisissent pas ce que cela veut dire.

C'est pourtant très simple et très clair : tout cet appareil n'est au fond que l'apprentissage de l'assassinat, l'élève et l'entraînement de ceux dont on fait, qu'ils le veuillent ou non, les instruments du crime.

Et ce sont les rois, empereurs, présidents, qui organisent tout cela, le dirigent et en sont fiers. Ils s'occupent spécialement du meurtre, ils en ont fait leur profession, plusieurs en revêtent les insignes distinctifs, en portent les armes, et ils s'effarent quand on tue un des leurs.

Les assassinats des rois, par exemple celui d'Humbert, sont des actes épouvantables. Et cependant les crimes commis par ordre des rois et des empereurs, — non seulement dans le passé : nuit de la Saint-Barthélemy, massacres religieux, terribles représailles exercées contre les paysans insurgés, tueries de Versailles, — mais dans le présent : exécutions autorisées par les gouvernements, condamnés décapités, pendus, étranglés, fusillés, malheureux succombant dans les prisons cellulaires, dans les silos disciplinaires, massacrés sur les champs de guerre sont — sans comparaison — beaucoup plus effroyables et plus odieux que les exploits des anarchistes.

Les assassinats des rois sont surtout terribles parce que ceux qui les commettent ont perdu la raison.

Quand les régicides agissent sous l'influence de leur colère personnelle provoquée par les souffrances du peuple qu'ils considèrent comme esclave, et dont ils attribuent les maux à Alexandre, à Carnot, à Humbert, quand les anarchistes obéissent à un sentiment de vengeance individuelle et se croient les justiciers de l'humanité, leurs actes, qui révoltent la morale universelle, se comprennent cependant ; mais comment se fait-il que l'association organisée par ces anarchistes, qui a envoyé Bresci à Monza et qui menace d'autres souverains, ne puisse, pour améliorer le sort de l'humanité, inventer rien de mieux que l'assassinat de ces chefs d'Etat, dont la mort ne saurait être ni plus utile ni plus efficace que ne l'était pour Hercule le fait de couper une tête à l'hydre à qui il en renaissait aussitôt une autre. Car les rois et les empereurs ont depuis longtemps arrangé quelque chose de semblable à ce qui a lieu dans les fusils perfectionnés : dès qu'une balle sort, instantanément l'autre se met à sa place. Le Roi est mort ! Vive le Roi !

Pourquoi donc les tuer ? Le régicide ne saurait être un moyen de détruire l'oppression des peuples, de mettre un aux guerres qui fauchent les vies humaines. Il n'y a qu'un esprit superficiel qui puisse penser autrement. Il y a toujours eu des oppressions et des guerres, quels que fussent ceux qui se trouvaient en possession de l'autorité suprême : Nicolas ou Alexandre, Frédéric ou Guillaume, Louis ou Napoléon, Palmerston ou Gladstone, Mac Kinley ou un autre. Et il est facile de comprendre que ce n'est pas tel individu plutôt que tel autre qui allume ces guerres et rend possibles ces oppressions dont souffrent les peuples. Les maux de l'humanité viennent non de personnes isolées, mais de l'organisation de la société, de la manière dont tous les hommes sont liés entre eux et qui fait que tous sont sous la dépendance de quelques-uns ou souvent d'un seul.

Cette situation extraordinaire de certaines personnalités, cet excès de puissance qui met en leurs mains la vie et le sort de milliers d'hommes, maintient constamment les chefs des nations dans un état morbide : ils sont atteints à un degré plus ou moins élevé de la manie des grandeurs, et leur élévation même, leur condition exceptionnelle, les empêchent de voir leur maladie.

Ajoutez que les souverains sont, dès leur plus tendre enfance jusqu'à leur dernière heure, entourés du luxe le plus inouï et ne vivent que dans une atmosphère de mensonges et de flatterie. Toute leur éducation, toutes leurs pensées, toute leur existence se concentrent sur un seul point qui est l'étude de la guerre, c'est-à-dire de l'assassinat dans les temps passés avec les meilleurs moyens de commettre le meurtre en notre temps, les meilleurs modes d'en assurer les préparatifs.

Dès leur bas âge, ils s'instruisent ainsi dans l'art de tuer sous toutes les formes, ils ne quittent jamais les armes qui tuent, épées, poignards ; ils portent avec ostentation les uniformes militaires, ils assistent et président aux parades, revues, manœuvres, ils se visitent mutuellement ; ils s'offrent tour à tour des décorations, des régiments ; et non seulement personne ne donnerait à ce qu'ils font de la sorte son vrai nom, personne ne leur dira qu'il est honteux et criminel de s'occuper avec cette passion des moyens d'assassiner, mais au contraire, partout où ils se présentent, ils n'entendent que cris d'admiration, vivats, bravos, approbations enthousiastes de leurs actes.

Partout, sur leur passage, dans les revues, les solennités, les voyages princiers ou officiels, la foule accourt, les acclame triomphalement. Ils croient que c'est le peuple entier qui leur témoigne ainsi sa satisfaction. Les seuls journaux qu'ils lisent ou qu'on leur laisse voir leur semblent traduire les sentiments de tout le peuple ou de ses meilleurs représentants, et cette presse servile exalte leurs paroles et leurs actes sans vergogne, quand bien même ces paroles seraient sottes et ces actes mauvais.

Homme, femme, prêtre, laïque, tous ceux qui les entourent ont abdiqué toute dignité humaine, n'ayant qu'un but : se surpasser les uns les autres en adulation, fermer les yeux aux rois, empereurs, présidents, les tromper, leur ôter toute possibilité de connaître la réalité des choses. Ces souverains pourraient vivre cent ans qu'ils ne verront jamais un homme vraiment libre, ils n'entendront jamais une vérité vraie. On s'effraie parfois en entendant leurs discours en considérant les actes des chefs d'Etat et il suffit pourtant de réfléchir sur leur situation pour se convaincre que tout autre à leur place agirait de même. Un homme sage qui se trouverait à la tête d'un pays ne pourrait prendre, dans ces conditions, qu'une seule décision empreint de sagesse : quitter le pouvoir. Mais quiconque y reste est fatalement amené à faire comme ces souverains.

Que doit se passer dans le cerveau de tel chef d'Etat ambitieux, sans autre idéal que celui d'un sous-off., et dont on salue chaque mot qui tombe de ses lèvres ou de sa plume par un formidable *hoch !* tandis que la presse du monde entier commente longuement ce qu'il dit comme s'il s'agissait de quelque chose de très important ? Il dira que, par sa volonté, le soldat doit s'asservir à la discipline jusqu'à tuer, si on le lui commande, son propre père, et l'on criera : hourra !

Il dira qu'il faut propager l'Evangile par le fer : hourra ! Il dira qu'en Chine les troupes ne doivent point faire de prisonniers mais exterminer sans merci : hourra ! Et ses troupes se mettent en marche vers la Chine pour lui obéir à la lettre. Tel autre, bon par nature, clément par tendance, pacifique par amour de l'humanité, n'hésitera pas à s'associer à des mesures de guerre inconciliables avec des programmes de paix universelle. Que doit-il se passer, je le répète, dans la tête et dans le cœur de ces hommes ?

Non, les vrais coupables de l'oppression des peuples et des assassinats sur les champs de bataille ne sont ni les Alexandre, ni les Humbert, ni les Guillaume, ni les Nicolas, ni même les Chamberlain.

C'est pourquoi il ne faut, sous aucun prétexte, tuer ni les Alexandre, ni les Carnot, ni les Humbert, ni les Guillaume, ni les Nicolas, mais améliorer l'édifice qui a pour couronnement leur puissance. Or, ce qui soutient la construction actuelle de la société, c'est l'égoïsme et la démence des hommes qui vendent leur liberté et leur honneur en échange de petits avantages matériels.

Les hommes qui sont au bas de l'échelle, d'une part, grâce à la folie de l'éducation patriotique et du mensonge religieux, d'autre part, grâce aux profits personnels qu'ils convoitent, sacrifient tout en faveur de ceux qui sont au-dessus d'eux et qui leur promettent ou proposent quelques bénéfices. Il en va de même de ceux qui se trouvent un peu plus haut et qui font les mêmes sacrifices dans le même espoir. Pareillement, ceux qui sont encore plus haut suivent le même exemple.

Et ainsi de proche en proche jusqu'à ceux ou celui qui occupent le sommet de la pyramide et qui ne prennent conseil pour leur activité que de leur amour du pouvoir et de leur vanité.

Les peuples, eux-mêmes, en sacrifiant leur dignité à des avantages quelconques, engendrent ces hommes qui ne peuvent agir autrement qu'ils ne font, **et contre lesquels on s'irrite en traitant leurs actes d'insensés et de cruels.**

Tuer ces hommes, c'est faire comme ceux qui, après avoir gâté les enfants, les fouettent.

Pour que l'oppression des peuples et les guerres iniques n'existent plus, pour que personne ne se révolte contre ceux qui semblent les coupables, pour qu'il n'y ait plus de régicides, il n'y a qu'une méthode et elle est simple :

Que les hommes comprennent les choses comme elles sont et les appellent de leur vrai nom ; qu'ils sachent que l'armée n'est actuellement que l'instrument de l'assassinat en masse appelé guerre, que le recrutement et la direction des armées dont s'occupent si fièrement les rois, les empereurs, les présidents de république, ne sont aujourd'hui que des préparatifs de meurtre. Que chaque roi, empereur, président, se persuade que son rôle d'organisateur des armées n'est ni honnête, ni important, comme le lui disent les flatteurs, que c'est au contraire une œuvre mauvaise et honteuse comme toute préméditation d'assassinat.

Conclusion : Il ne faut, dans aucun cas, tuer ni Alexandre, ni Carnot, ni Humbert, ni les autres, mais s'unir pour leur faire partager cette opinion qu'ils n'ont pas le droit de tuer en faisant la guerre.

Si les hommes ne prennent pas encore ce parti, c'est qu'ils demeurent hypnotisés et que le gouvernement, pour se sauvegarder, les tient dans cet état.

Aussi n'y a-t-il qu'un seul moyen d'empêcher les hommes de tuer les rois et de s'entretuer sur les champs de bataille: c'est de les faire sortir de leur torpeur, de leur état hypnotique.

Et c'est ce que je tâche de faire en publiant ces lignes.

Léon TOLSTOI.

LEURS MORTS

LE GENÉRAL MERCIER. — Tout de même !...

CONCENTRATION CAPITALISTE

Le paysan, le commerçant, le petit patron sont expropriés, ruinés, *décapitalisés* par les gros capitalistes. Et pendant que les vaincus meurent de faim ou sont mis en faillite, les capitaux se concentrent dans les mains des vainqueurs.

Cette concentration capitaliste aboutit aux conséquences suivantes :

1° *La concurrence [illegible] en monopole* : quelques individus arrivent à dominer des branches entières d'industrie et forment des syndicats, des « trusts », des « cartels » pour faire hausser les prix au détriment des consommateurs ;

2° *Les entreprises doivent être administrées bureaucratiquement.*

Dans la grande industrie, les capitalistes cessent de diriger eux-mêmes l'industrie et se font remplacer par des employés et des directeurs salariés ;

3° *Enfin, la société tend à se diviser en deux classes héréditaires*, dont l'une jouit de la propriété sans travail, tandis que l'autre doit travailler sans jouir de la propriété.

CONTRE LES BOERS

Sait-on quels complices la clique impérialiste et capitaliste d'Angleterre a recrutés pour consolider le ministère Chamberlain et achever la dépossession et le massacre du vaillant peuple boer ?

Tout simplement les catholiques de l'Angleterre. La *Croix* l'avoue en ces termes :

L'action des catholiques a coûté plus d'un siège aux libéraux anglais qui ont commis la faute dans laquelle ils étaient tombés en 1895 et se sont prononcés contre le système d'enseignement confessionnel. L'épiscopat et le clergé ne transigent pas sur ce chapitre, ils ne veulent pas d'écoles sans Dieu.

Ces fanatiques sont partout les mêmes et mettent leurs haines confessionnelles au-dessus de la justice, de la raison et de l'humanité.

LES CRIMES DES COUVENTS

Une suggestive histoire vient de se passer, ces jours derniers, au grand séminaire du Mans.

Cet établissement, — *inutile de le dire*, — a pour raison d'être une éducation parfaitement, profondément, divinement honnête, donnée à des jeunes gens qui iront porter plus tard la parole de sainteté aux populations !

Or, la première chose qu'on y fait, c'est de frauder le fisc, comme le plus parpaillot des troquets possibles.

Un rat de cave ayant employé un truc assez malin trouva le moyen de pénétrer dans les celliers dudit séminaire, et là découvrit qu'on y fabriquait l'eau-de-vie avec une désinvolture qu'eût envié le moins consciencieux de nos liquoristes.

Le commissaire de police est intervenu, et l'affaire suivra son cours.

C'est bien. Mais n'y a-t-il pas là un seignement dont nous devrions tenir compte ?

Les séminaires, couvents, trappes et autres repaires religieux sont des endroits fermés, clos à triples grilles et serrures, derrière lesquelles — on en peut croire les quelques évadés qui ont parlé — se passent des faits bien plus immoraux qu'une niche faite à la régie.

Là vivent, passent, circulent d'une maison à l'autre des gens qui dissimulent leur état civil, qui, après avoir commis des délits de droit commun et des plus répréhensibles, disparaissent au nez de la police et vont se terrer dans des coins où la justice ne peut les atteindre.

Là, une autorité sans conteste s'arroge droit de haute et basse justice, châtie, séquestre des êtres humains, déclarés coupables de désobéissance. Il y a des cachots, des *in pace*, des tombes où ses victimes sont enfermées vivantes. On frappe, on blesse, on torture, et derrière ces murs les cris ne sont pas entendus.

Pas de recours pour ces martyrs d'un despotisme épouvantable et qui a pour sanction la terreur de l'enfer et pour complice notre lâcheté générale.

Quand donc assimilera-t-on tous ces bouges sacrés aux garnis et aux maisons d'aliénés, où à toute heure l'autorité peut et doit exercer son droit de surveillance ?

Il s'agirait bien alors de quelques misérables litres d'eau-de-vie !

Je fais le pari qu'on découvre au minimum un crime par couvent. Il ne faut que le vouloir.

Echos & Nouvelles

On doit prochainement faire, à Boston, une tentative des plus curieuses ; il s'agit de faire traverser une rue à tout un hôtel, construit en briques et en pierres, et haut de six étages.

L'hôtel sera d'abord soulevé de ses fondations au moyen de madriers gigantesques, puis transporté sur des rouleaux d'acier de l'autre côté de la rue, où de nouvelles fondations l'attendent.

***

NOUVELLES A LA MAIN

Petite classe :

— Gaston, quand ton père te donne deux tartines et que ta mère t'en donne deux, combien en as-tu ?

J'en ai, j'en ai, je crois que j'en ai... assez ?

La Grève DES MINEURS

Appel aux Mineurs DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Une erreur de mise en page s'étant produite dans notre numéro d'hier, dans la liste des concessions arrachées aux compagnies, nous tenons à reproduire ci-dessous le texte exact de l'appel adressé par les délégués des syndicats du Pas-de-Calais et du Nord aux ouvriers mineurs de ces deux départements :

Citoyens,

Une nouvelle demande d'augmentation des salaires s'imposait.

Nos camarades de plusieurs compagnies la réclamaient par la grève, et les orateurs de votre syndicat s'étaient mis à leur tête pour les aider dans leurs revendications.

Le Syndicat du Pas-de-Calais a pris l'initiative de provoquer à Arras une nouvelle entrevue entre délégués ouvriers et délégués patrons.

Après cinq heures de discussion, nous avons réussi à obtenir les améliorations suivantes :

1° Le maintien des 30 pour cent de prime, dont cinq pour cent ne devaient plus être payés à partir du 1er avril prochain ;

2° Une nouvelle augmentation de 10 0/0 qui, à partir de demain 1er novembre 1900, jusqu'au 31 mars 1902, élèvera la prime que vous touchez à 40 0/0 dans le Pas-de-Calais et à 30 dans le Nord.

3° Une augmentation de 10 0/0 sous forme de prime aux ouvriers du jour.

4° L'engagement formel de ne plus inquiéter les ouvriers qui ne veulent pas faire longue coupe et de tenir compte des heures supplémentaires dans le calcul du taux moyen de la journée.

5° La plus stricte équité dans la répartition des salaires ;

6° L'engagement de ne pas remettre de livrets pour faits de grève.

Les revendications secondaires n'étant pas les mêmes pour toutes les compagnies seront examinées en cours de travail.

Si cette entrevue n'avait produit pareil résultat, nous aurions été les premiers à engager les grévistes à la résistance et à appeler au chômage ceux d'entre vous qui travaillaient encore.

Mais devant ces importantes améliorations, dont vous allez ressentir immédiatement les effets, nous n'hésitons pas à vous demander d'être tous au travail vendredi 2 novembre.

Pour l'honneur du Syndicat, il importe, afin de prouver la puissance de votre organisation, que le travail soit repris dans les Compagnies où l'on chôme et qu'il ne cesse pas dans celles où la grève n'existe pas.

Vive l'Union des travailleurs !

Vive le Syndicat !

Les délégués ouvriers.

Basly, Bexant, Berthiaux, Cadot, Carpentier, Cordier, Durieux, Evrard, Goniaux, Lamendin, Lernoult, Menu, Moché, Morelle.

N. B. — La Compagnie d'Ostricourt ayant fait ses réserves en ce qui concerne l'augmentation, le Syndicat délégué auprès des grévistes d'Ostricourt, le citoyen Evrard.

LA JOURNÉE DE JEUDI

LES RÉUNIONS

(De notre correspondant spécial)

A CARVIN

Vote de la reprise du travail

A Carvin, ce sont les citoyens Maurice Monier et Cordier qui ont été délégués par le Syndicat pour commenter la réunion d'Arras.

La réunion a lieu salle Carpentier, devant 600 mineurs environ.

Le citoyen Mayeux Charles est élu président et donne la parole à notre collaborateur Maurice Monier.

Celui-ci reprend dans tous leurs détails les origines du conflit actuel.

Puis il examine point par point le résultat de la convention d'Arras : Augmentation de 10 p. 0/0 pour tous les ouvriers du fond et du jour, meilleure répartition des salaires, libertés politique et syndicale, etc.

Il est longuement applaudi lorsqu'il lit le manifeste que nous avons publié ce matin.

Il conclut en engageant les ouvriers à reprendre le travail pour aujourd'hui vendredi.

Après lui le citoyen Cordier, donne lecture des réponses faites par le directeur de la Compagnie de Carvin, aux revendications secondaires. Satisfaction est donnée sur plusieurs points aux ouvriers.

Après le discours très applaudi du citoyen Cordier la reprise du travail est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

L'adhésion au syndicat de tous les mineurs présents est, elle aussi, mise aux voix et votée à l'unanimité.

Rarement une réunion publique a obtenu tant de succès à Carvin, où le groupement corporatif est destiné, croyons-nous, à prendre un nouvel essor.

H. L.

A ANNŒULLIN

La reprise du travail votée

Pareille affluence dans la salle Lheureux à Annœullin où 500 mineurs environ sont réunis sous la présidence du citoyen Dalle Henri.

Là aussi Monier prononce un éloquent discours sur la réunion d'Arras, et sur la nécessité de la reprise du travail.

« Si les engagements formels pris par les compagnies ne sont pas respectés dit-il le syndicat prendra lui-même l'initiative d'un nouveau mouvement. »

Cordier traite à nouveau des revendications secondaires. Il s'étend très habilement sur les bienfaits des syndicats et est unanimement acclamé en quittant la tribune.

A l'unanimité des 500 mineurs présents, des félicitations au syndicat et la reprise du travail sont votées d'enthousiasme.